Un expert russe a commenté le rapport du Département d'État des États-Unis sur la liberté religieuse dans le monde en 2017, qui enregistre des pressions contre les minorités religieuses en Russie

La Commission des États-Unis sur la liberté religieuse dans le monde a publié son rapport annuel, qui contient des données sur « les violations de la liberté religieuse dans le monde ». Le portail « Interfax-Religion » informe qu'A. Koudriavtsev, président du Conseil de l'Association religieuse pour la protection de la liberté religieuse, docteur en sciences historiques, a commenté le rapport du Département d'État des États-Unis sur la liberté religieuse dans le monde en 2017, qui évoque, notamment, des pressions exercées contre les minorités religieuses en Russie. Le texte est reproduit ci-dessous in extenso.

Le rapport annuel du Département d'État des États-Unis sur la liberté religieuse dans le monde en 2017 s'inscrit dans la tendance des documents analogues pour les années précédentes, se distinguant toujours par son caractère tendancieux s'agissant de décrire la situation religieuse en Russie. Comme auparavant, le texte du rapport met l'accent sur la protection des organisations et des groupes religieux minoritaires, ignorant l'histoire et la tradition de présence dans la société des communautés religieuses majoritaires.

Le document fait une place centrale aux Témoins de Jéhovah, aux Scientologues et à d'autres organisations religieuses sectaires. Prenant acte de la récente interdiction des Témoins de Jéhovah, le rapport décrit en détail les mesures répressives prises contre cette organisation, laissant le lecteur sur l'impression que des représentants de cette structure ont participé à la rédaction du document. Dans ce contexte, il va de soi que les arguments des organes de maintien de l'ordre ne sont aucunement pris en compte.

La critique de l'action des organes des autorités de l'état en Russie porte une fois de plus sur la législation visant à lutter contre le terrorisme. Les auteurs du rapport informent en détail des mesures prises contre les terroristes s'abritant derrière l'islam, mesures qu'ils présentent comme une violation de la liberté religieuse.

Le rapport contient des informations sur la sentence rendue par le tribunal contre le blogueur R. Sokolovski, pour avoir « cherché des pokemons dans une église et pour une vidéo antireligieuse ». Il cite aussi une affaire similaire, survenue à Sotchi (affaire Victor Notchevnov, condamné à une amende

pour avoir diffusé des dessins anti-chrétiens sur les réseaux sociaux). Il apparaît pourtant évident que les faits, exposés dans la susdite sentence, n'ont pas été étudiés par les rapporteurs.

Le document critique traditionnellement l'Église orthodoxe russe, tantôt dénonçant les privilèges qui lui seraient illégalement accordés, tantôt lui attribuant un intérêt dans les répressions contre les minorités religieuses.

En même temps, le rôle indéniable de l'orthodoxie dans la formation de l'état russe, dans le développement de sa spiritualité et de sa culture, est ignoré.

La partie du document consacrée à la Russie se distingue également par une tentative d'accuser ses autorités d'antisémitisme. Ceci dans un pays où la communauté juive, comme le reconnaissent ses leaders, se sent libre et n'est nullement lésée dans ses droits comparativement aux autres communautés religieuses historiques. Ainsi, le texte décrit en détail un scandale ayant suivi les déclarations de certains députés de la Douma d'état sur le rôle des juifs dans les protestations contre la transmission à l'Église de la cathédrale Saint-Isaac, ainsi qu'un sujet sur « l'assassinat rituel » de la famille impériale. Ces épisodes, de même que les déclarations artificiellement choisies de représentants du judaïsme, sont arbitrairement présentés au lecteur comme des preuves d'antisémitisme.

Dans le même temps, le document passe sous silence le fait que les États-Unis sont l'un des principaux centres d'action des négateurs de l'Holocauste, solidement protégés de toute poursuite pénale par le Premier amendement à la Constitution sur la liberté d'expression.

Le rapport était et reste un moyen extrêmement politisé de généralisation des opinions de groupes d'opposition et de ressources médiatiques engagées, pour critiquer la politique de la Russie dans le domaine religieux. Pour vérifier leurs généralisations, les auteurs ne s'appuient que sur leur dialogue avec les minorités religieuses, bien qu'ils évoquent des rencontres avec les leaders des religions traditionnelles. Malheureusement, les résultats de leurs rencontres avec ces derniers ne sont nullement exposés dans le texte du document publié.

De façon général, le contenu de ce rapport ordinaire du Département d'État des États-Unis est, comme toujours, dépendant des objectifs politiques et des priorités de l'état américain. Il sert d'instrument de pression, permettant de s'ingérer dans les affaires internes des états où la réalisation de la liberté de conscience ne s'inscrit pas dans la conception américaine.

Les experts de l'Association russe de protection de la liberté religieuse, dont l'objectif principal est d'assurer un monitoring de l'observation de la liberté de conscience en Russie et dans le monde contemporain, continueront à défendre le principe de coexistence interreligieuse pacifique dans notre

pays, et à s’opposer aux tentatives d’utiliser la situation religieuse en Russie pour exercer des pressions extérieures.

Source: https://mospat.ru/fr/news/47231/